

Passamaquoddy Recognition Group Inc
C. P. 144
St. Stephen (Nouveau-Brunswick) E3L 2X1

Comité permanent de la science et de la recherche

131, rue Queen, sixième étage
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Courriel : SRSR@parl.gc.ca

23 août 2022

**Objet : Étude sur les petits réacteurs nucléaires modulaires (PRNM) —
mémoire présenté**

INTRODUCTION

Le Passamaquoddy Recognition Group Inc (PRGI) est un organisme sans but lucratif dirigé par des Autochtones et représentant la Nation Peskotomuhkati au Canada. Nous représentons les intérêts des titulaires de droits et de l'écosystème du territoire de la Nation Peskotomuhkati. Notre devoir est de protéger nos terres, nos eaux et notre environnement pour les générations actuelles et futures.

Depuis des temps immémoriaux, le peuple Peskotomuhkati vit et prospère sur les rives de la généreuse baie de Fundy, y compris sur le site actuel de la centrale nucléaire de Point Lepreau (CNPL). Pendant des générations, notre peuple a eu accès aux médicaments, aux aliments et aux enseignements provenant de ces terres et de ces eaux, jusqu'à ce qu'on leur donne l'unique vocation de faciliter les activités de la CNPL. On propose maintenant d'installer deux types de PRNM sur notre territoire. Les technologies proposées comprennent un PRM à sels fondus et une unité de retraitement du combustible épuisé (Moltex Energy) et un PRNM refroidi au sodium (Advanced Reactor Concepts ou ARC).

Le consentement de notre peuple n'a jamais été demandé ni accordé relativement à l'aménagement du réacteur nucléaire de Point Lepreau sur les rives de la baie de Fundy. La remise en état de la centrale a été achevée en 2012 contre notre gré. Plus récemment, la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) a accordé à la centrale de Point Lepreau un permis d'exploitation d'une durée de dix ans, en dépit des besoins que nous avons exprimés et de notre offre de travailler ensemble dans le cadre d'un permis d'exploitation de trois ans (une période plus longue que la durée moyenne des permis accordés par Énergie NB, qui est de 2,44 ans). Nous pensons qu'un permis d'une durée plus longue a été demandé et accordé en partie afin de permettre une co-implantation efficace des PRNM proposés. Bien que l'on nous ait répété à maintes reprises que ces projets et les permis sont deux choses distinctes, notre expérience auprès des promoteurs du nucléaire, qui s'étend sur des dizaines d'années, nous permet de comprendre que la co-implantation de ces projets, à ce stade de leur développement, est essentielle.

Nous n'adhérons pas à l'approche fragmentaire utilisée par les promoteurs du nucléaire et le

gouvernement. Au lieu de participer à une discussion globale sur le nucléaire, on nous demande de réagir à des projets particuliers et on nous interdit d'établir des liens entre les projets, soit en raison de la portée du projet, soit à cause du mandat limité de l'organisation qui supervise ces discussions.

Avant que le Comité ne formule ses propres recommandations, nous recommandons qu'il tienne grandement compte du fait que, selon la loi, l'installation de PRNM sur ce site nécessitera le consentement préalable et donné librement de la Nation Peskotomuhkati. Nous continuons à nous opposer à ce que des processus ou des essais nucléaires soient menés et à ce que des déchets nucléaires soient produits au Peskotomuhkatiuk, notre territoire ancestral. Alors que la CNPL approche de sa fin de vie sur le plan opérationnel, les membres de la Nation Peskotomuhkati veulent diriger les efforts de rétablissement de notre écosystème, et nous ne pourrions y arriver si des PRNM se trouvent sur le site.

NOS PRÉOCCUPATIONS

Les PRNM et la crise climatique

Conscients que certaines personnes croient que les PRNM sont nécessaires pour relever les défis que posent les changements climatiques, nous avons rencontré les promoteurs des PRNM au Nouveau-Brunswick, ARC et Moltex, nous avons assisté aux activités liées à la chaîne d'approvisionnement des PRNM et aux journées portes ouvertes parrainées par les promoteurs, et nous nous sommes engagés dans le processus d'apprentissage. Nous estimons donc être informés au mieux des capacités des promoteurs, mais nous continuons à chercher des réponses concernant les plans du gouvernement et des promoteurs. À l'heure actuelle, nous pensons que les PRNM constituent une fausse solution climatique. Ils réorientent les investissements financiers et intellectuels ainsi que le temps précieux consacré aux efforts axés sur le climat qui pourraient être mis en œuvre aujourd'hui.

Les projets nucléaires, quelle que soit leur taille, sont notoirement marqués par des retards répétés et des dépassements de coûts énormes — Si, un jour, ils sont achevés. Sur notre territoire seulement, la remise en état de Point Lepreau a pris trois ans de plus que prévu et le budget a été dépassé d'un milliard de dollars. Consacrer d'importantes ressources à une technologie incertaine comme celle des PRNM en pleine urgence climatique est irresponsable, une condamnation à mort. La stratégie nucléaire est une autre façon de « botter en touche », puisque ces centrales ne seront probablement pas construites avant au moins dix ans, si elles finissent par voir le jour. Le développement des PRNM ne devrait pas être financé par des fonds fédéraux destinés à la lutte contre les changements climatiques. Nous devons plutôt investir dans des solutions qui peuvent être déployées aujourd'hui.

On véhicule également un discours trompeur selon lequel les PRNM seront utiles pour permettre aux collectivités éloignées, en particulier les collectivités autochtones, de délaisser le diesel. Nous croyons toutefois savoir qu'au lieu des PRNM, elles veulent développer des filières énergétiques qu'elles peuvent mettre en place elles-mêmes et dont l'exploitation peut être assurée par des gens de chez elles. Elles veulent des systèmes constitués de technologies éprouvées et disponibles dès maintenant.

L'évaluation d'impact

Au cours des séances d'étude tenues jusqu'à présent, l'industrie a non seulement réclamé

l'argent des contribuables, mais aussi des assouplissements en matière de surveillance réglementaire, y compris une exemption de se soumettre à une évaluation d'impact fédérale applicable à tous les futurs PRNM qui seront construits sur le territoire canadien.

On prévoit d'installer les PRNM d'ARC et de Moltex dans notre belle région rurale côtière, où la pêche, l'industrie touristique, la culture des bleuets sauvages et de nombreuses autres entreprises rurales sont très importantes à l'échelle locale. Étant le premier projet nucléaire expérimental du genre à proximité de la réserve naturelle de l'estuaire de la Musquash et de la réserve de biosphère d'importance mondiale désignée par l'UNESCO dans la baie de Fundy, le projet de démonstration de PRM à Point Lepreau devrait être soumis à la forme la plus rigoureuse de consultations et de planification publiques dans le cadre de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI).

Cependant, les projets de PRNM prévus au Nouveau-Brunswick sont actuellement exemptés de l'application de la LEI.

Comme nous l'avons indiqué lors de notre intervention auprès de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CMD22-H2.244 et CMD22-H2.244A) plus tôt cette année, « nous devons veiller à ce que les projets de petits réacteurs nucléaires modulaires (PRNM) proposés au Canada soient pleinement assujettis à la *Loi canadienne sur l'évaluation d'impact* [TRADUCTION]. » Nous recommandons aux membres du Comité de la science et de la recherche d'appuyer fermement et systématiquement les demandes de désignation en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact*, afin que nous puissions tous mieux comprendre les répercussions dans les domaines des sciences sociales et naturelles, et que la nécessité et l'objectif du projet, ainsi que les autres solutions possibles, puissent être évalués en fonction de divers facteurs, notamment les accidents et les défaillances, les effets cumulatifs, la durabilité, les facteurs identitaires et la culture ainsi que les connaissances autochtones. Nous comprenons que le recours aux évaluations provinciales et à celles de la CCSN se fera plutôt sur demande, en fonction de la proposition de PRNM. Cette façon de faire est inappropriée, car les provinces n'ont pas l'expertise pour mener ces exercices et les examens de la CCSN ne couvrent pas les préoccupations socio-économiques comme les pratiques culturelles autochtones, le coût du projet et l'analyse des autres solutions possibles.

La culture fondée sur une forte tolérance au risque et la prise de décisions mal éclairées

Au cours des présentations faites au Comité jusqu'à présent, nous avons entendu les promoteurs des PRNM parler d'« atténuation des risques », de « garanties financières » et de « filet de sécurité ». Les nouvelles technologies développées et promues par des entreprises en démarrage, associées à des organisations comme Énergie NB, n'ont pas mérité que ces demandes soient satisfaites.

Au cours des dernières décennies, les Néo-Brunswickois ont été scandalisés par les énormes investissements d'Énergie NB et les échecs de projets à haut risque qui s'en sont suivis. De plus, l'endettement d'Énergie NB est si préoccupant que le gouvernement provincial a récemment ordonné à la société d'État de réduire sa dette à 80 % de ses capitaux propres d'ici 2027. Parallèlement, Énergie NB et le gouvernement provincial du Nouveau-Brunswick n'ont toujours pas fait de proposition concernant le stockage des déchets de déclassé passés et futurs. Ces faits ne démontrent pas l'existence d'un environnement stable ou responsable pour le développement de nouvelles technologies en toute sécurité.

Les préoccupations liées aux nouveaux déchets et à la non-prolifération

Les processus liés aux PRNM créeront de nouveaux flux de déchets toxiques que le Canada n'a jamais eu à traiter auparavant et nous ne devons pas utiliser la baie de Fundy, notre maison et source de vie, comme lieu d'expérimentation des PRNM.

L'une des entreprises nucléaires du Nouveau-Brunswick, ARC, a présenté une demande visant à obtenir des millions de dollars provenant de fonds fédéraux pour mettre au point son réacteur refroidi au sodium et l'installer dans la baie de Fundy, et attend une décision à ce sujet. Cette technologie a fait l'objet de plusieurs tentatives de commercialisation au cours des dernières décennies, et ce, sans succès en raison de problèmes techniques qui ont causé de graves problèmes environnementaux auxquels il a fallu remédier.

Comme l'a mentionné le membre du Comité et honorable député Richard Canning au cours des audiences plus tôt cette année, les experts demandent instamment que le Canada procède à des examens de haut niveau sur les répercussions de la proposition de retraitement de Moltex en matière de non-prolifération et d'environnement avant de prendre d'autres engagements en faveur de ce processus. M. Canning a indiqué que les experts pensent que de tels examens révéleront que le retraitement est contreproductif dans les deux cas. Nous recommandons qu'un tel examen de haut niveau soit mené.

Les relations fondées sur les traités

Le territoire des Peskotomuhkati s'étend vers l'est jusqu'au bassin versant de la rivière Lepreau et comprend Point Lepreau. Les intérêts des Peskotomuhkati reposent sur les traités de paix et d'amitié, comme l'ont confirmé les tribunaux canadiens. Les Peskotomuhkati n'ont pas cédé de terres ou de droits dans le cadre des traités de paix et d'amitié, ni par aucun autre moyen depuis. Tous les droits des Peskotomuhkati sont toujours en vigueur. Les traités exigent que les territoires et les ressources soient partagés. Ils respectent l'accès à la terre et à ses ressources. Les traités reconnaissent et respectent la réalité de la présence antérieure et continue des peuples autochtones dans cette partie du monde, et son lien inhérent avec la terre.

Les membres de la Nation Peskotomuhkati continuent d'honorer et de respecter les traités de paix et d'amitié, et veillent à ce que les générations futures puissent avoir accès à leurs territoires traditionnels et pratiquer ce qu'ils leur ont enseigné. Chaque membre du Comité permanent de la science et de la recherche a également des responsabilités à l'égard des engagements prévus dans les traités. Nous recommandons que le Comité explique dans quelle mesure ses recommandations seront fondées sur les responsabilités qui lui incombent en vertu des traités et comment ces responsabilités seront assumées.

La déclaration des Nations Unies

Le Canada a récemment adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, au moyen d'une loi du même nom. La loi incorpore la Déclaration en droit canadien et souligne l'importance fondamentale d'une interprétation rigoureuse des droits autochtones et de l'obligation qu'a la Couronne de consulter les Premières Nations.

L'article 18 de la Déclaration attire l'attention sur le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions sur des questions qui peuvent concerner leurs droits.

L'article 19 de la Déclaration oblige la Couronne à consulter les peuples autochtones et à collaborer de bonne foi avec eux afin d'obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause avant d'adopter et d'appliquer des mesures législatives ou administratives susceptibles de les concerner.

L'article 29 exige que les États prennent des mesures efficaces pour veiller à ce qu'aucune matière dangereuse ne soit stockée ou déchargée sur les terres ou territoires des peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

La Nation a fait part à plusieurs reprises de ses préoccupations concernant l'entreposage de déchets nucléaires sur le territoire. Pourtant, ni Énergie NB, ni la CCSN, ni le gouvernement du Canada n'ont cherché à obtenir notre consentement pour stocker des déchets dangereux sur nos terres, ni à négocier une entente concernant le stockage de déchets dangereux sur nos terres. Par conséquent, nous recommandons que le Comité explique comment ses recommandations respecteront la Déclaration des Nations Unies.

La réconciliation

Comme l'a dit le commissaire Kaghee de la CCSN lors des audiences sur le renouvellement du permis de la centrale nucléaire de Point Lepreau en mai 2022, « nous parlons souvent de mobilisation, de consultation, mais nous passons à côté de l'objectif, qui est de parvenir à la réconciliation [TRADUCTION]. »

Il a également attiré l'attention sur l'article 35 de la Constitution, qui reconnaît et protège les droits des peuples autochtones. Il a fait état d'une importante jurisprudence établissant ce qui doit être fait pour assurer la protection de ces droits, notamment l'obligation de consulter et de prendre des mesures d'adaptation, qui vise à promouvoir la réconciliation et à faire contrepoids lors de la prise de décisions de la Couronne sur les questions ayant une incidence sur les droits et les intérêts des peuples autochtones. Le commissaire Kaghee a également évoqué le fait que le Canada est allé de l'avant avec l'adoption de la Déclaration des Nations Unies et qu'il entame maintenant un processus de mise en œuvre qui non seulement reconnaît le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, mais prévoit aussi des mesures de contrôle supplémentaires applicables aux décisions de la Couronne. Il a expressément fait référence aux articles 8, 18, 25, 26 et 29.

Enfin, il a rappelé les dix principes de la réconciliation établis par la Commission de vérité et de réconciliation, dont l'un est la réaffirmation des rapports fondés sur les traités, et le premier principe qui énonce que :

« La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est le cadre pour la réconciliation à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société canadienne. »

Compte tenu de tous ces éléments, la question qu'il pose concernant le renouvellement du permis de la centrale nucléaire Point Lepreau, qui rejoint maintenant la nôtre au sujet des PRNM, est la suivante : comment le fait d'appuyer, d'autoriser et de promouvoir les PRNM en territoire autochtone va-t-il

favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones ?

Nous recommandons que le Comité réponde à cette question avant de publier ses propres recommandations et conclusions.

Le rôle de la science

Ayant suivi les travaux du Comité de la science et de la recherche jusqu'à présent, nous sommes très préoccupés par le manque de données fournies par les promoteurs des PRNM (même lorsqu'on leur a posé directement la question), ainsi que par le nombre de questions posées par les membres du Comité qui sont restées sans réponse en raison de l'insuffisance de l'information véhiculée par les principaux messages commerciaux et promotionnels au sujet des PRNM. Cela nous donne l'impression qu'une grande partie du contenu présenté au Comité était fondé sur la promotion et non sur la science.

Nous comprenons que le Comité permanent de la science et de la recherche a pris l'engagement, dans le cadre de son mandat, de prendre des décisions fondées sur la science, la recherche et les données probantes. Nous sommes présentement d'avis que les demandes de financement relatives aux PRNM ne font pas l'objet d'un examen scientifique adéquat, ou que l'examen scientifique n'est pas pris en compte comme il se doit par les bailleurs de fonds, et nous recommandons que le Comité cherche à confirmer cette affirmation.

À l'heure actuelle, tous les détenteurs de droits et les intervenants ne s'entendent pas sur les sources et l'« expertise » valables en matière de PRNM. Voilà un rôle important que doit jouer le Comité de la science et de la recherche : rechercher et trouver des données scientifiques et promouvoir la science. C'est absolument nécessaire pour tout projet de développement de PRNM. Il peut s'agir de ressources crédibles et fiables permettant de comparer les effets cumulatifs ou les délais de mise en œuvre d'installations hydroélectriques de pompage, par exemple, à ceux des PRNM.

Lorsque nous avons rencontré les promoteurs de PRNM sur notre territoire, ils ne nous ont pas fourni d'études scientifiques révisées par les pairs. Ils nous ont toutefois fourni des références circulaires, qui nous ont menés à leur propre point de vue sur le dossier, comme s'il s'agissait d'un dossier scientifique. Il s'agit d'un usage abusif de la science. Le Comité de la science et de la recherche doit veiller à ce que les avis scientifiques soient respectés. Nous recommandons que les études scientifiques révisées par les pairs sur le pyrotraitement, les déchets des PRNM et l'expérience acquise jusqu'à présent en ce qui a trait aux réacteurs refroidis au sodium fassent partie intégrante des travaux du Comité.

CONCLUSION

En conclusion, nous sommes préoccupés par les recommandations formulées par de nombreux intervenants devant le Comité permanent, qui réclament un appui explicite, continu et uniforme à l'égard des PRNM et de l'énergie nucléaire dans le cadre des initiatives et des politiques liées à l'énergie propre, alors que cette recommandation n'est pas fondée sur la science ni sur des données probantes. La requête des promoteurs visant à véhiculer un message « uniforme » est une insulte à la science et au Comité, car ils demandent des faveurs politiques plutôt qu'un jugement scientifique.

Si le Canada doit effectivement jouer un rôle de premier plan dans le développement de

l'énergie nucléaire, nous proposons que ce soit pour mener des évaluations conformes aux traités, à la Déclaration des Nations Unies et aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, ainsi qu'aux meilleures données scientifiques en matière de climat et de sciences sociales. Nous avons déjà été témoins de ce que nous considérons être un appui excessif à des technologies de PRNM particulières de la part du gouvernement fédéral dans le cadre du Fonds stratégique pour l'innovation, ainsi que des gouvernements provinciaux, bien qu'ils comprennent que nous ne disposons pas de données scientifiques probantes justifiant de continuer à soutenir l'industrie nucléaire. Nous recommandons que le Comité interdise toute autre forme d'aide financière ou d'appui stratégique jusqu'à ce que les promoteurs des PRNM étayent leurs propositions par des données scientifiques.

Réitérant que ce Comité est un comité scientifique et de recherche, nous recommandons qu'il ne se préoccupe pas de la demande des promoteurs du nucléaire visant à véhiculer un « message uniforme », mais qu'il s'affaire plutôt à recueillir, à transmettre et à défendre les meilleures données scientifiques.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

1. Nous recommandons que le Comité tienne grandement compte du contexte dans lequel il formule ses recommandations, qui comprend notamment le fait que, selon la loi, l'installation de PRNM sur ce site nécessitera le consentement préalable et donné librement de la Nation Peskotomuhkati.
2. Nous souhaitons et recommandons que le Comité se penche sur l'énergie nucléaire en prenant bien davantage en compte les interrelations (effets cumulatifs et répercussions tout au long du cycle de vie).
3. Nous recommandons aux membres du Comité de la science et de la recherche d'appuyer fermement et systématiquement les demandes de désignation en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact* des projets controversés, afin que le Comité et les Canadiens puissent mieux comprendre les répercussions dans les domaines des sciences sociales et naturelles.
4. Nous recommandons que tous les déploiements de PRNM soient soumis à une évaluation d'impact et, s'ils sont approuvés, que la formule canadienne en matière de garanties financières liées aux plans de déclassement soit multipliée de façon substantielle, afin de refléter les données internationales qui démontrent la nécessité d'une telle exigence (NEA n° 7201, 2016).
5. Nous recommandons un examen international de haut niveau des conséquences de la proposition de retraitement de Moltex en matière de non-prolifération et d'environnement.
6. Nous recommandons que le Comité explique dans quelle mesure ses recommandations seront fondées sur les responsabilités qui lui incombent en vertu des traités et comment ces responsabilités seront assumées.
7. Nous recommandons que le Comité explique comment ses recommandations respecteront la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
8. Nous recommandons que le Comité réponde à la question suivante avant de publier ses propres recommandations et conclusions : « Comment le fait d'appuyer, d'autoriser et de promouvoir les PRNM en territoire autochtone va-t-il favoriser et faciliter la réconciliation avec les peuples autochtones? »
9. Nous sommes présentement d'avis que les demandes de financement relatives aux PRNM ne font pas l'objet d'un examen scientifique adéquat, ou que l'examen scientifique n'est pas pris en compte comme il se doit par les bailleurs de fonds, et nous recommandons que le Comité

cherche à confirmer cette affirmation.

10. Nous recommandons que les études scientifiques révisées par les pairs — et menées par des experts indépendants qui ne sont pas liés financièrement ou autrement à l'industrie nucléaire — sur le pyrotraitement, les déchets des PRNM et l'expérience acquise jusqu'à présent en ce qui a trait aux réacteurs refroidis au sodium, fassent partie intégrante des travaux du Comité.
11. Nous recommandons que le Comité interdise toute autre forme d'aide financière ou d'appui stratégique du gouvernement fédéral jusqu'à ce que les promoteurs des PRNM étayent leurs propositions par des données scientifiques.

Cordiales salutations,

Hugh M. Akagi
Chef des peuples Passamaquoddy

SUGGESTIONS DE LECTURE

BLAISE et coll., *Demande de désignation en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'évaluation d'impact - Projet de démonstration de petits réacteurs modulaires*, Nouveau-Brunswick, 2022.

<<https://crednb.files.wordpress.com/2022/07/fr-2022-07-02-cred-nb-minister-guilbeault.pdf>>

COCHRAN, T. B., H. A. FEIVISON, W. PATTERSON, G. PSHAKIN, M. V. RAMANA, M. SCHNEIDER, [...] et F. VON HIPPEL, *Fast breeder reactor programs: history and status*, Princeton, NJ, International Panel on Fissile Materials, 2010.

<<http://large.stanford.edu/courses/2018/ph241/fleming1/docs/rr08.pdf>>

COCHRAN, T. B., H. A. FEIVISON, Z. MIAN, M. V. RAMANA, M. SCHNEIDER et F. VON HIPPEL, « It's time to give up on breeder reactors », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 66, n° 3 (2010), p. 50-56.

<<https://journals.sagepub.com/doi/full/10.2968/066003007>>

KRALL, L. M., A. M. MACFARLANE et R. C. EWING, « Nuclear waste from small modular reactors », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 119, n° 23 (2022), e2111833119.

<<https://www.pnas.org/doi/abs/10.1073/pnas.2111833119>>

LYMAN, E., « 'Advanced' Isn't Always Better: Assessing the Safety, Security, and Environmental Impacts of Non-Light-Water Nuclear Reactors », UCS (2021).

<<https://www.ucsusa.org/resources/advanced-isnt-always-better>>

LYMAN, E., *The Bay of Fundy: Natural Wonder or Nuclear Test Site? (Part 2)*, NB Media Co-op, 2021, webinaire. < <https://nbmediacoop.org/2021/04/28/the-bay-of-fundy-natural-wonder-or-nuclear-industry-test-site-video/>>

LYMAN, E., « The Pyroprocessing Files », *Union of Concerned Scientists*, article de blogue, 2017 (consulté le 26 avril 2018). Sur Internet : <<https://allthingsnuclear.org/elyman/the-pyroprocessing-files/>>

NATIONAL RESEARCH COUNCIL, *Nuclear wastes: technologies for separations and transmutation*, 1996. <<https://www.nap.edu/catalog/4912/nuclear-wastes-technologies-for-separations-and-transmutation>>

AGENCE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, n° 7201, 2016.

<<https://www.oecd-neo.org/upload/docs/application/pdf/2019-12/7201-costs-decom-npp.pdf>>

RAMANA, M. V. et Z. MIAN, « One size doesn't fit all: Social priorities and technical conflicts for small modular reactors », *Energy Research & Social Science*, vol. 2 (2014), p. 115-124. Sur Internet :

<<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2214629614000486>>

SOVACOL, B. K. et M. V. RAMANA, « Back to the future: Small modular reactors, nuclear fantasies, and symbolic convergence », *Science, Technology, & Human Values*, vol. 40, n° 1 (2015), p. 96-125.

<<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0162243914542350>>

« Statement by the President [Carter] on His Decisions Following a Review of U.S. Policy », 7 avril 1977.

<<https://www.nrc.gov/docs/ML1209/ML120960615.pdf>>

VON HIPPEL, F., « Overview: The rise and fall of plutonium breeder reactors », dans *Fast Breeder Reactor Programs: History and Status*, partie 1, 2010.

<https://cybercemetery.unt.edu/archive/brc/20120621060037/http://brc.gov/sites/default/files/meetings/attachments/ipfm_research_report_8_breeders_web.pdf#page=11>

VON HIPPEL, F. et coll., « Open Letter to Prime Minister Justin Trudeau », 2021. Sur Internet :

<<https://thetyee.ca/Documents/2021/05/26/OpenLetterNuclearFuelJustinTrudeau.pdf>>